

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT n°005/2024**

***Autorisant la réalisation des travaux sur la commune de CREGY-LES-MEAUX,***

Le maire de la commune de Crégy-lès-Meaux,

**Vu** la demande en date du 21/12/2022 par laquelle la société CITEOS, 71-75 avenue du Président Kennedy – 91170 Viry – Châtillon, demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public :

- Génie civile
- **Commune de Crégy-lès-Meaux ;**

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-4 et L 3111-1

**Vu** le code de la voirie routière, et notamment les articles L 113-2, L 115-1, L 141-10, L141-11 et L 141-12,

**VU** le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants,

**VU** le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8° partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

**VU** le règlement de voirie communale, relatif à la conservation du domaine public,

**VU** l'état des lieux,

**ARRETE:**

**Article 1:** Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande:

- Génie civile

**Article 2:** Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler son chantier.

**Article 3:** Implantation ouverture de chantier et récolement

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme des chantiers. L'ouverture des chantiers est fixée au 02/01/2024 comme précisé dans la demande.

**Article 4:** Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de la toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5:** Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale jusqu'au 31/12/2024.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun 43 rue du Général de Gaulle 77008 Melun cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas de d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 6: Transmission et exécution**

Monsieur le maire de la commune de Crégy-lès Meaux, Madame la chef de Police Municipale de Crégy-lès-Meaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressé à:

- **Monsieur le Directeur Général des Services**
- **Monsieur le Directeur des Services Techniques**
- **Et notifiée à Monsieur Thomas VIETTE**

Fait à Crégy-lès-Meaux le 15/01/2024

Pour le Maire, et par délégation

M. Patrick GUERET

Conseiller municipal



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun 43 rue du Général de Gaulle 77008 Melun cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Mairie de Crégy-lès-Meaux - 28, rue Jean Jaurès - 77124 CREGY LES MEAUX

01 60 23 48 88 – [mairie@cregylesmeaux.fr](mailto:mairie@cregylesmeaux.fr)

[www.cregylesmeaux.fr](http://www.cregylesmeaux.fr)